

L'accueil des personnes handicapées françaises en Région wallonne

- Session : 2016-2017
- Année : 2017
- N° : 992 (2016-2017) 1

- Question écrite du 06/06/2017

- de LEGASSE Dimitri
 - à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine

L'élection d'Emmanuel Macron relance le débat sur l'avenir des centres pour handicapés français. C'est un sujet important étant donné qu'on estime à 5.000 le nombre d'emplois créés en Belgique grâce à la présence massive des handicapés français en Belgique.

Le nouveau Président français veut en effet créer de nouveaux centres pour handicapés sur son territoire pour que les parents ne soient plus obligés de venir en Belgique pour placer leur enfant.

D'un autre côté, la Région wallonne vient d'adopter un avant-projet de décret qui régit les conditions d'agrément des institutions dont le financement et la décision de placement sont assurés par une autorité publique étrangère.

Monsieur le Ministre pense-t-il que les emplois créés en Wallonie grâce à la présence massive des handicapés français sont menacés à terme ?

Est-ce que son avant-projet de décret est à considérer comme un gage de stabilité et de pérennité pour les établissements wallons d'hébergement ?

Combien de personnes handicapées françaises sont pris en charge en Wallonie ?

- Réponse du 19/06/2017

- de PREVOT Maxime

Sachant que l'accueil des personnes handicapées (il s'agit majoritairement d'adultes) françaises en Wallonie concerne près de 7000 personnes.

Un renforcement du cadre réglementaire est effectivement en cours : ce cadre redéfinit les exigences qualitatives et suit actuellement son parcours législatif. S'il n'est pas un gage de pérennité pour les établissements accueillants des personnes françaises, ce nouveau texte réglementaire pourra apporter plus de garanties par rapport à la qualité de prise en charge des personnes handicapées françaises en Wallonie, ainsi qu'une valorisation du savoir-faire wallon quant à cet accueil spécifique.

Concernant la position de Monsieur le Président Emmanuel Macron, il faut en reconnaître la légitimité. En effet, tenant compte du choix des familles, il est bien compréhensible que les autorités françaises et les familles et associations de familles souhaitent la création de solutions de proximité sur le territoire français.

Cependant, il existe également beaucoup de cas où la personne adulte en situation de handicap est hébergée depuis parfois des dizaines d'années dans un service wallon. Pour ces personnes, le souhait des familles est souvent le maintien de la solution existante, la personne handicapée s'étant créée une vie et tout un projet dans son établissement. Un rapatriement en France serait probablement vécu comme un déracinement.

L'important dans ce contexte semble donc la meilleure prise en compte possible du choix des familles et des personnes en situation de handicap.

La volonté française de ralentir les flux vers la Wallonie et de proposer des solutions en interne n'est cependant pas neuve : elle avait déjà été exprimée par la Secrétaire d'État Ségolène Neuville en charge du handicap au cours du précédent quinquennat et des mesures en ce sens avaient été annoncées. Il s'agit bien là d'une politique qui porte sur le long terme.

Néanmoins, à l'heure d'aujourd'hui, de nombreuses demandes françaises continuent à être adressées à des services wallons, d'une part en raison de la persistance d'un manque de solutions en France malgré les mesures prises (positionnement politique et création de nouvelles structures) et d'autre part en raison d'une spécificité de l'accueil en Wallonie (méthodologie de prise en charge axée sur l'éducatif et l'accompagnement dans la réalisation de projets de vie globaux pour les personnes, ouverture à des problématiques très complexes et les processus administratifs plus simples pour la création de ces solutions).

Aussi, je mets l'accent sur l'aspect qualitatif de la prise en charge, et sur l'importance du choix des familles. En conclusion, je ne préconise certainement pas aux services de remercier leurs travailleurs wallons, mais bien de poursuivre et développer leur offre de prise en charge la plus qualitative possible afin de faire valoir le savoir-faire wallon concernant les personnes handicapées et les prises en charge complexes.